

le travail

Edition spéciale
pour les travailleurs
de Commonwealth Plywood



En grève pour gagner sa dignité



Une injonction de trop!

“Le 18 avril dernier, la Commonwealth Plywood obtenait une injonction qui ordonnait au président de la CSN de prendre les mesures appropriées et efficaces y compris “donner des ordres” et “les faire respecter” pour que cesse tout piquetage et toute forme d’appui financier aux piqueteurs. Cette injonction ordonnait aussi au président de la CSN d’ordonner la cessation de tout piquetage, notamment par voie de télex aux 1,300 syndicats.

Cette injonction constituait en quelque sorte la goutte de trop qui allait provoquer un tollé de protestations à travers tout le Québec. Le gouvernement, pressé de toutes parts d’intervenir, nommait trois jours plus tard un conseil de médiation spécial et demandait une trêve judiciaire.

Si le ministre a enfin décidé d’intervenir dans ce conflit, c’est parce qu’il n’avait pas le choix. Le rapport de force politique bâti par tous les travailleurs de la CSN et des autres centrales ne doit pas se désagréger parce qu’il y a médiation. Au contraire, il faut maintenir “la soupe chaude,” comme on dit.

Le conflit de la Commonwealth Plywood est aujourd’hui un symbole de la résistance des travailleurs aux tactiques répressives des patrons. Cela ne s’est pas fait tout seul, comme on pourra le voir dans ces pages.

Il nous faut donc tenir. Une minute de plus que Caine et ses avocats. C’est le prix qu’il faut payer, au Québec, en 78’, pour gagner sa dignité.”



L'opinion de André Gascon

"C'est l'un des plus durs conflits que j'ai jamais connu. Je trouve qu'il est le reflet exact des agissements des patrons en général envers les syndicats... en plus évident, peut-être. Si nous ne gagnons pas notre conflit, cela servira d'exemple aux autres boss pour casser des syndicats. En ce qui concerne les scabs, je trouve que c'est l'animal le plus bas qui existe. Un véritable scab restera toujours un scab. Quand on regarde les grévistes, on voit que nous sommes différents. Nous avons, nous, du courage et de la volonté. Mais eux... la médiation est peut-être un bon moyen de régler le conflit à condition que le Conseil de Médiation respecte le mandat qui lui a été donné et que le gouvernement applique les recommandations du Conseil suite à leur rapport."

Entrevue recueillie par Anne-Marie Ouellet du comité d'information du syndicat de Commonwealth Plywood.

Le Travail

Edition spéciale pour les travailleurs de Commonwealth Plywood

Produit par le service d'information de la CSN en collaboration avec les membres du comité d'information du syndicat.

Photographie:
Guy Turcot
Jean-Claude Champagne
Des grévistes.

Ce que les grévistes pensent de leur conflit



L'opinion de Sylvie Sabourin

"Les scabs sont des gens pas corrects. Ils ne savent pas ce qu'ils font. Ils ne pensent pas plus loin que leur nez. Nous sommes des personnes qui voulons travailler mais dans de bonnes conditions. Nous ne voulons pas être exploités. Je suis personnellement d'accord avec la médiation. C'est une décision démocratique des membres qui a décidé que nous allions participer à ce Conseil de Médiation. Je respecte cette décision car c'est un endroit où nous pouvons donner notre opinion, nous, les grévistes."

Cette entrevue a été réalisée par Jeanne Gagné du comité d'information du syndicat de Commonwealth Plywood.

L'opinion de Bernize Rivest

"Une chose est sûre, je suis convaincue que nous finirons par gagner quelque chose. Cette grève m'a apportée beaucoup d'expérience et de maturité. Peut-être est-ce un peu long, mais ça finira bien un jour! Je suis persuadée que Caine lâchera. Après 8 mois de grève, je suis persuadée qu'on va gagner."

Cette entrevue a été réalisée par Micheline Leduc du comité d'information du syndicat de Commonwealth Plywood.

L'opinion de Henri Cormier

"C'est un conflit bien dur. Sur le côté du boss, je trouve que Caine et les autres veulent rien savoir de notre syndicat CSN. Il prend tous les moyens pour casser le syndicat CSN. Les scabs ne sont pas humains. Ils ne se rendent sûrement pas compte de ce qu'ils nous font; si oui, c'est impardonnable. Pour ce qui est de la médiation, je trouve ça très lent. Ils devraient se grouiller un peu plus avant que Caine ne provoque quelque chose. Cet homme-là est capable de tout".

Cette entrevue a été réalisée par Anne-Marie Ouellet du comité d'information du syndicat de Commonwealth Plywood.

L'opinion de Gérard Gagné



"Je sais que c'est un conflit très dur pour tous nos membres. Quatre outrages au tribunal, c'est dur à prendre. Plus d'un, qui ne se serait fait pincer qu'une seule fois, aurait disparu des lignes de piquetage. Mais nous avons tenu. Notre grève, c'est nous qui l'avons menée depuis les débuts. Le moral est très bon. S'il faut tenir deux ans, on va tenir deux ans. Notre plus gros problème à l'heure actuelle, ce sont les scabs. La médiation est très lente."

La CSN nous a soutenu



Depuis le début du conflit, soit le 19 septembre, la CSN a mis le paquet pour que les travailleurs de Commonwealth Plywood gagnent leur lutte. Sans jamais avoir versé un seul dollar de cotisation, la CSN nous a versé des centaines de milliers de dollars. Aucune organisation, aucun parti politique ou groupe n'a fait autant d'efforts pour que nous gagnions notre lutte. Ces efforts sont cependant pour la plupart inconnus. Aujourd'hui, nous traçons le portrait de ce que la CSN (que ce soit le Conseil Central, la Fédération ou les syndicats constituant la CSN) a mis en énergies humaines et financières et en appuis à notre lutte. Cette lutte que nous menons mais qui a aussi besoin d'un mouvement derrière elle pour être victorieuse.

Le fonds de grève de la CSN a versé au 12 mai près de \$140,941 sous forme de prestations de grève.



Le seul fonds de grève de la CSN a versé au 12 mai plus de \$240,000 pour le conflit de Commonwealth Plywood.

- Il y a eu sept conférences de presse, 68 communiqués de presse (une moyenne d'un à tous les trois jours, ce qui constitue quasiment un record!) qui devaient donner naissance à plus de 300 articles de journaux (il ne faut pas oublier que plusieurs media écrits ont été en grève), des milliers de bulletins de nouvelles radio et télévision.
- La CSN a produit une demi-heure de télévision diffusée à la grandeur du Québec pour parler du conflit de Commonwealth. C'était la première fois depuis 1972, soit depuis l'emprisonnement de plusieurs leaders syndicaux pendant le Front Commun, que la CSN se payait une demi-heure de télévision sur un conflit particulier (coût: environ \$12,000).
- La CSN a publié deux journaux pendant la grève (celui-ci est le troisième) portant spécifiquement sur le conflit.
- La CSN a fait imprimer 10,000 macarons (boutons) qui ont servi à recueillir de l'argent et populariser notre conflit.
- La CSN a fait 25 copies d'un vidéo de 30 minutes qui a été envoyé à chaque Conseil Central du Québec. Ce vidéo a été vu, d'après des estimations sommaires, par plus de 6,500 personnes de toutes les régions du Québec.
- Les syndicats de la CSN ont envoyé près de 800 télégrammes au Ministre Bédard, Johnson ou Bérubé leur demandant d'intervenir dans notre conflit.
- La CSN a fait 10,000 collants (stickers) popularisant notre conflit et demandant aux travailleurs de nous appuyer financièrement.
- Les travailleurs de la Commonwealth Plywood ont participé à quatre soirées de solidarité en appui à leur lutte.

Des énergies militantes

Depuis les débuts du conflits, plusieurs personnes ont mis du temps et des énergies. Les directeurs de grève, les permanents à l'éducation, à l'action politique, au service juridique, à l'information, etc... Il y a eu aussi les militants du Conseil Central des Laurentides, de la Fédération du Bois et du Bâtiment. Ou encore l'exécutif du Conseil Central et de la CSN qui n'ont pas compté les heures. Sans oublier nos efforts à nous, les travailleurs CSN de Commonwealth Plywood. Aussi bien lors d'occupations de bureau, de visites d'assemblée générale, de piquetage, etc...

Il y a aussi tous les militants qui bien souvent doivent se lever à 3 heures le matin pour partir de Montréal ou d'ailleurs et venir sur les lignes à 4hres 15.

La solidarité, c'est tout ça!



La CSN a publié une brochure de 32 pages à 15,000 exemplaires. Cette brochure fut distribuée partout au Québec.

La solidarité syndicale aura raison de l'anti-syndicalisme de Commonwealth Plywood

- La CSN a tenu exceptionnellement un bureau confédéral et un conseil confédéral à Ste-Thérèse. Tous les élus de toutes les Fédérations et de tous les Conseils Centraux de la CSN, en plus de l'exécutif de la CSN, sont alors allés piqueté devant l'usine.
- La CSN a nolisé plusieurs autobus venant des quatre coins du Québec pour assister à une seconde manifestation (la CSN en avait organisée une première en octobre) où plus de 4,000 personnes étaient présentes.
- Plus de \$44,080 furent dépensés pour des "dépenses de grèves".
- L'exécutif de la CSN a écrit un texte qui est paru en page cinq du Devoir et qui expliquait le conflit de la Plywood. Cet article produit à l'occasion du 1er mai a été photocopié et plus de 1,000 copies ont été distribuées à ceux qui en ont fait la demande.
- Le Bâtisseur (journal de la Fédération) a publié trois articles sur le conflit de la Commonwealth.
- Divers Conseils Centraux ont rencontré des députés ou des ministres afin de leur demander d'intervenir dans le conflit.
- Le Travail, organe officiel de la CSN, a publié quatre articles sur le conflit de la Plywood. Tiré à 30,000 exemplaires, ces journaux ont été envoyés par courrier à tous les présidents, secrétaires, trésoriers de syndicats, fédérations et Conseils Centraux.
- Les syndicats CSN ont envoyé au 31 mars 78' près de \$24,440 à notre fonds de solidarité.
- La CSN a payé des annonces publicitaires à la télévision dans la plupart des régions du Québec pour annoncer la manifestation qui s'est tenue à Ste-Thérèse le 24 février.
- La CSN a payé \$25,900 en frais légaux jusqu'à date. Cependant ceci n'inclut pas les amendes sur lesquelles nous sommes en appel, ni les salaires des 4 parfois 5 avocats du service juridique qui ont siégé en Cour (45 jours d'audition!), ni les frais de recherches juridiques, ni les frais découlant des procès (juge, greffier, déplacement des témoins, etc...)
- La CSN est aussi allé chercher des appuis. La CEQ dans leur journal "Ligne Directe" et la FTQ dans le "Monde Ouvrier" ont publié des articles appuyant notre lutte.
- Les travailleurs de Commonwealth Plywood ont aussi reçu des appuis des deux plus grandes centrales syndicales françaises et de la plus grande centrale syndicale italienne (CGT, CFDT et CGIL) qui regroupent plus de 7 millions et demi de membres. Ces centrales ont informé leurs membres en plus de faire des pressions sur le gouvernement du Québec.
- D'autres groupes, tels la Ligue des Droits de l'Homme, un nombre incalculable d'associations de comptés du P.Q. ont voté des résolutions d'appui à notre lutte et ont amélioré le rapport de force politique.
- Lors des tournées du secteur public par le Comité de Coordination des Négociations du Secteur Public (CCNSP), 5,000 lettres du président de la CSN ont été lu devant des assemblées. Ce message avait aussi été envoyé à tous les permanents de la CSN en plus d'être lu par le président de la CSN à l'ouverture du congrès du Conseil Central de Montréal.

La CSN: une force!

Après lecture de cette énumération des moyens de solidarité mis en place par le mouvement CSN (Conseil Central des Laurentides, Fédération, etc...) qui viendra dire que la CSN freine la lutte des travailleurs de Commonwealth Plywood? Qui après ça viendra dire que les travailleurs n'ont pas reçu l'appui concret de la CSN?

Aujourd'hui, quand on regarde tout ce qui a été fait, on comprend que notre détermination s'est appuyée sur beaucoup de gens, beaucoup d'efforts, beaucoup de sensibilisation. C'est à cause de cette force que nous avons obtenu que le gouvernement se mouille un peu. Mais il nous faut continuer à bâtir le rapport de force autant politique qu'économique. Nous savons que nous n'aurons pas de cadeau. Nous n'aurons que ce que l'on est obligé, face à l'opinion publique, de nous donner.

C'est pourquoi il nous faut continuer à lutter comme nous l'avons toujours fait. Que ce soit par la médiation, par une loi spéciale, par négociation, etc..., nous voulons la reconnaissance syndicale et une convention collective décente. Rien de moins et rien de plus, contrairement à ce que laisse entendre Caine et ses scabs.

MANIFESTATION
VENDREDI 24 FÉVRIER
DÉPART: CEGEP LIONEL-GROULX
À STE-THÉRÈSE
7 HRES 30 P.M.

POUR APPUYER LES GRÉVISTES DE COMMONWEALTH PLYWOOD AUX PRISES AVEC DES SCABS, LA POLICE, DES "BOUNCERS", LE GOUVERNEMENT, ETC...

Cette affiche publiée à 2,000 exemplaires fut distribuée partout au Québec pour annoncer la manifestation. De plus, 20,000 tracts furent distribués.

Un informateur dans les rangs de Caine

**Nous avons interviewé un scab (bri-
seur de grève) qui a accepté de nous
livrer à la fois des informations et
des commentaires sur le conflit de
la Commonwealth. Pour des raisons
évidentes (peur de perdre son em-
ploi, peur de représailles de la part
de la compagnie, etc...), nous gar-
dons son identité secrète.**

Q: Combien y a-t-il de scabs à l'intérieur.

R: Il y a environ une trentaine de scabs. Cela ne suffit pas à faire marcher l'usine. Parmi eux, il y en a quelques-uns qui ont été mis-à-pied, soit des gens qui étaient parmi les 118 du début du conflit. D'autres sont plus connus comme Ernest Lévesque et la Grignon, les poteaux de Donat Thériault et de Caine. Enfin, il y a aussi des personnes qui n'ont jamais travaillé à la Plywood avant le conflit et qui servent purement et simplement de scabs.

Q: Que vous a donné la fausse convention que les scabs ont signé?

R: C'est la même convention qu'avant, sauf pour les salaires où on a eu des grenailles. Dans le fond, tout ça s'est fait sans nous autres. C'est Lévesque pis sa gang qui ont négocié et signé. Nous, on a rien vu.

Q.: Est-il vrai que des scabs sont partis de l'usine?

R: C'est vrai que beaucoup d'entre eux ont quitté la Plywood. C'était invivable là-dedans. A cause des nerfs qui ne pouvaient plus toffer. Y a même eu des matins où certains ont perdu connaissance dans le camion. Et puis Caine est exigeant. Faut faire attention à ce que l'on dit et à ce que l'on fait. C'est de toute

façon pour vous décourager qu'on travaille. Caine ne fait sûrement pas d'argent avec la production qu'on sort, nous et les contremaîtres. Je vous assure que l'usine va être propre quand vous allez rentrer; parce que le ménage, on connaît ça!

Q: Combien sont payés les "bouncers".

R: Selon l'un d'entre eux, ils gagnent \$5.50 l'heure et se tirent \$400.00 par semaine. Si tu fais le calcul rapidement, la Commonwealth a dû déboursier \$62,400 depuis qu'ils sont là (ils sont rentrés avant le début du conflit et avant les mises-à-pied). Maintenant, la compagnie pour laquelle ils travaillent, la Métropolitaine, met sûrement, selon l'un d'eux, \$2.00 l'heure par homme dans ses poches. Ce qui veut dire qu'au minimum conservateur, il en a coûté \$24,960 de plus. Soit près de \$80,000 juste en frais de "bouncers"!

Q: A un moment donné, après qu'il y ait eu nomination d'un conseil de Médiation, vous avez donné une conférence de presse, vous les scabs. Etiez-vous au courant que vous alliez à une conférence de presse?

R: Non. On est tout simplement embarqué dans des autobus Mille-Iles puis on s'est rendu sur la rue Hutchison dans une espèce de restaurant où, je me rappelle, il y a trois salles de réception. Puis là, il y a eu la conférence de presse avec tous nos autres. On n'a pas dit un mot, excepté Lévesque et puis la Grignon. On savait pas du tout ce qui allait se dire là. Ce n'est pas nous qui avons préparé le texte de conférence de presse. C'est après, dans le journal Le Devoir, qu'on a pu voir que la compagnie était derrière toute l'organisation de l'affaire.

Q: Penses-tu que Caine va lâcher?

R: Je pense qu'il ne pourra pas toffer bien longtemps encore. Ca a dû lui coûter une fortune ce conflit-là. On m'a dit que ses avocats ont coûté \$50,000 pour trois mois de négociation à la S.A.Q. en 64'. Ce qui veut dire au bas mot plus de \$125,000 dollars à la Commonwealth. Plus les coûts de sa firme de publicité, etc... Bref, il doit être rendu au bout de sa corde. Dans son bureau, il y a encore une caméra avec toutes sortes de télé-objectifs. Il prend des photos, mais sans conviction. Même la chambre des bouncers reflète le moral de la compagnie. Il doit lui rester deux choix: fermer ou négocier... ou attendre qu'on impose une convention.

Quand Ottawa aide ses amis

Le 10 avril 1973, la Commonwealth Plywood passe au feu. Incendie étrange selon certains mais qui ne se produit pas en temps de grève comme celui du 1er octobre, ce qui semble éliminer tout soupçon. On reconstruira l'usine au coût de \$4 millions et demi de dollars.

Les assurances paieront alors \$3 millions ½ de dollars.

En mars, Caine fournit un bon montant à la caisse électorale de J. Roland Comtois, député libéral fédéral du comté. Cette contribution est versée pour le cocktail-bénéfice de l'association libérale de Terrebonne. Le 24 mai 1973, Comtois remercie Caine de sa contribution. Selon le député, Caine fait partie "du groupe très sélect d'amis". En bas de la lettre du député Comtois, une simple note manuscrite: "Je suis de très près votre dossier au bureau de l'honorable Don Jamieson".

Don Jamieson, à ce moment là, est ministre de l'Expansion Economique et Régionale!

Le 18 septembre, levée de la pelletée de terre à Commonwealth. Comtois y assiste de même que Kevin Drummond, ministre des Terres et Forêts. Caine déclare au cours d'une conférence de presse qu'il a fait une demande de

subvention au Ministère de l'Expansion Economique et Régionale. La conférence de presse se tient au restaurant Thorncliffe. Peu de temps après, la Commonwealth Plywood obtient \$492,000 du Ministère de l'Expansion Economique et Régionale.

Il ne reste plus alors à Caine qu'à trouver \$500,000, ce qui se trouve facilement avec des garanties de \$4 millions.

Le 19 mars 1974, Caine envoie une contribution de \$400 au souper bénéfice annuel de l'Association libérale fédérale du coin.

Et le 24 octobre, tout ce beau monde se retrouve pour l'ouverture officielle de la Commonwealth Plywood, y compris Don Jamieson (lettre annexée).

Cette année, le principal concurrent de la Commonwealth Plywood, les Produits Forestiers Division VOP Mfg inc. de la rue Aéro-parc à Lachute sont obligés de fermer leur porte faute de subvention du gouvernement fédéral.

Bref, le fédéral vient de donner un autre cadeau à la Commonwealth: le marché du principal concurrent. Merci!

Ottawa
le 24 mai 1973

Cher ami,

Il me fait plaisir de vous remercier chaleureusement de votre généreuse contribution lors du dernier Cocktail-Bénéfice Terrebonne 1973.

Grâce à ce groupe très sélect d'amis dont vous faites partie, il m'est possible de démocratiser le financement de mes campagnes électorales.

Avec toute ma reconnaissance.

J. Roland Comtois

J.-Roland Comtois, ing., député
secrétaire parlementaire du
ministre des Finances.

Mr. M.P. Warren
Boul. Labelle
Ste-Thérèse.

Je suis de très près votre dossier au bureau de l'hon. Don Jamieson.

*Fide
Don Jamieson*

Le 19 mars 1974.

M. J.-Roland Comtois, M.P.
Chambre des Communes,
Ottawa, Ont.

Honorable Député,

Veuillez trouver ci-joint un chèque de 2400.00 émis au nom de M. Maurice Labelle "In Trust" (agent officiel), représentant notre apport financier à votre Cocktail Bénéfice pour l'année 1974.

Nous espérons avoir le plaisir de vous revoir et vous souhaitons que cette soirée soit un succès éclatant.

Sincèrement vôtre,
COMMONWEALTH PLYWOOD CO. LTD.

MPC/Encl
Pièce jointe : 1

c.c. Messrs. M.P. Warren
D.D. Young

W.P. Caine
W.P. Caine,
président.

TOWERS, PERRIN, FORSTER & CROSBY
800 Square Victoria, 200 Place Mariee, Québec, P.Q. G1R 1G3 514 666-7000
Le 17 octobre 1974

Honorable [redacted]
[redacted]
[redacted]

Cher Monsieur [redacted]

C'est jeudi prochain le 24 octobre à 14h qu'aura lieu l'ouverture officielle de la nouvelle usine de plâtrage et de serrage de la société Commonwealth Plywood à Ste-Thérèse.

Cette nouvelle usine, mise en place au coût de \$5 millions, remplacera l'usine défective que vous avez achetée en avril 1973.

Il est à noter que le Ministère fédéral de l'Expansion Economique et Régionale, l'hon. M. Don Jamieson, a été nommé ministre de l'Expansion Economique et Régionale de Québec et de Terrebonne, l'hon. Denis Hurry, est nommé à cette poste en remplacement.

Au nom de la direction de Commonwealth Plywood, il me fait plaisir de vous inviter à assister à cette ouverture officielle au 14h de l'un de vos collègues. La visite de l'usine et une réception suivront les autres composantes du programme de l'ouverture officielle.

Un dossier d'information sera disponible.

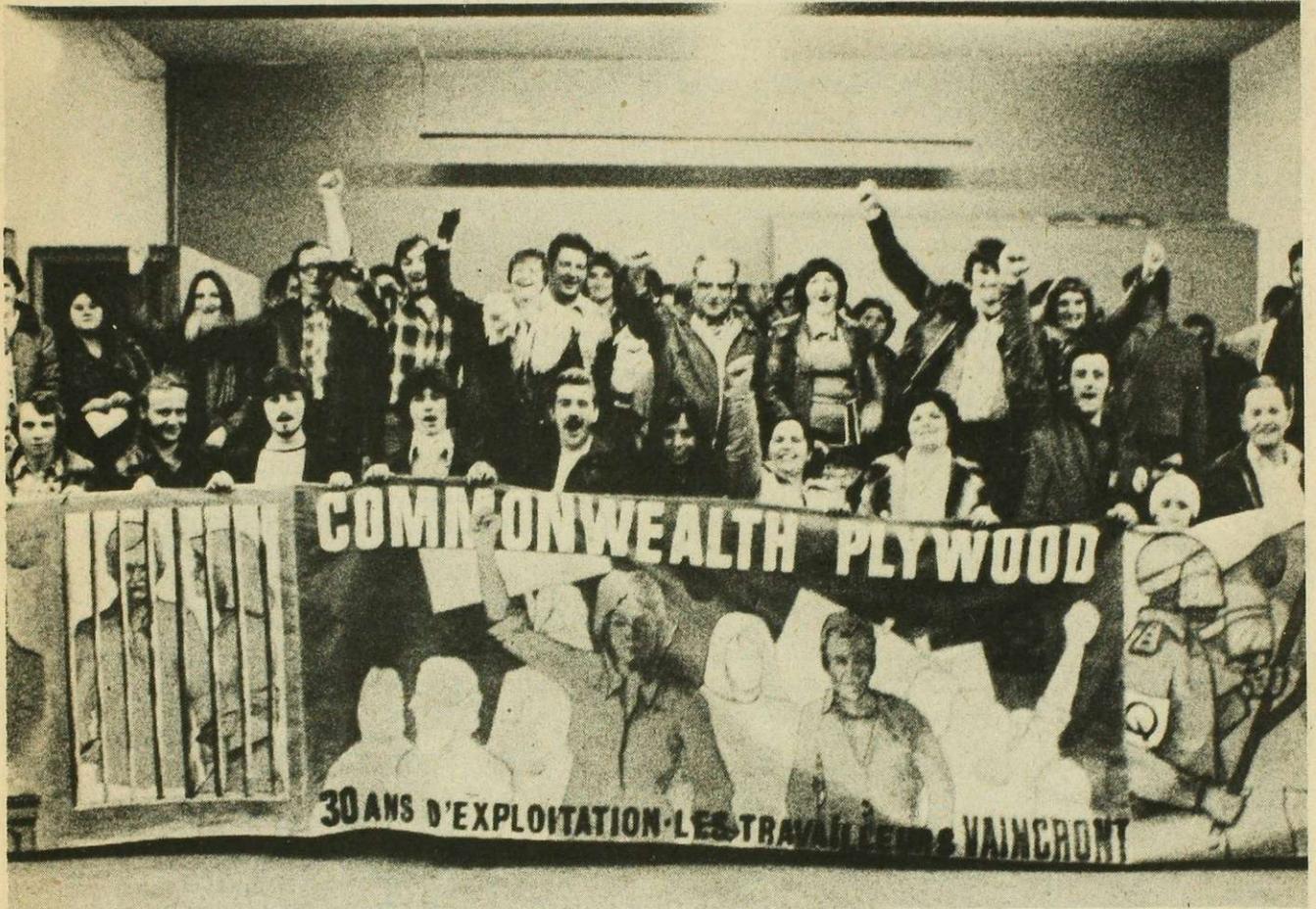
Merci.

Sincèrement,
W.P. Caine
Jacques LeBlond
11/06

P.S. L'usine est située au 15 boulevard Labelle (Route 112) à Ste-Thérèse, sur un terrain au nord du pont de l'Ascension, sur la route 112.

Trois lettres qui montrent l'utilité d'avoir des bons amis dans les cercles politiques. Ces lettres proviennent de l'intérieur de l'usine Commonwealth Plywood. L'une d'entre elle porte la signature de William P. Caine, propriétaire de Commonwealth Plywood (date: 19 mars 74) et une autre celle du député Roland Comtois (Date: 24 mai 1973). Comme quoi, la Commonwealth va renforcer, dans les jours qui viennent, ses mesures de sécurité.

APPUYONS **les travailleurs** **de Commonwealth Plywood**



8

mois de grève pour la reconnaissance syndicale. Présences de "scabs", de fiers à bras, harcèlement de la police, injonctions, outrages au tribunal imposant 200 jours de prison à partager entre 22 personnes, amendes, arrestations, etc.